

Déclaration liminaire CGT Finances Publiques Rhône CTL du 27/05/2015

Stéphane Le Foll, porte parole du Gouvernement, vient d'annoncer la mise en place progressive du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu. Sous prétexte de vouloir simplifier l'impôt le Gouvernement crée en réalité les conditions de nouvelles inégalités. Pour autant, cette réforme n'entraînera pas de réelle simplification pour la majorité des salariés. En effet :

- Les français devront continuer à faire une déclaration annuelle.
- Les rectifications éventuelles à opérer sur la retenue à la source se feraient comme aujourd'hui avec un an de décalage.
- La retenue à la source n'amènerait pas de bénéfice par rapport au dispositif de la mensualisation.

Alors que la CGT souhaite réhabiliter l'impôt sur le revenu, celui-ci deviendrait un impôt indirect. Il ne serait plus payé directement par le contribuable à l'État, à l'instar de la TVA. L'impôt sur le revenu deviendrait donc moins visible.

Les entreprises risquent de faire de la rétention de trésorerie mais aussi de pratiquer une fraude similaire à celle massive constatée pour la TVA. Il y aura forcément de la déperdition dans le volume des recettes recouvrées.

Par ailleurs, les entreprises vont inmanquablement réclamer une compensation représentative des frais de gestion du recouvrement de l'impôt sur le revenu ce qui représentera une nouvelle dépense pour l'État.

Dans le contexte de restrictions budgétaires et de suppressions de postes que connaît la DGFIP, la CGT constate que les choix du gouvernement ne cherchent pas à doter notre administration des moyens nécessaires pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscale. **Dès lors, pour toutes les raisons évoquées ci-dessus, notre syndicat s'oppose à la mise en place d'un prélèvement à la source qui ne pourra être qu'un prétexte supplémentaire à de nouvelles suppressions de postes, tant dans les services d'assiette que de recouvrement.**

Alors même qu'il y a de l'argent pour renflouer les caisses de l'Etat (de 60 à 80 milliards d'euro de fraude et évasion fiscale estimée) le gouvernement impose une politique d'austérité à travers notamment le Pacte de Responsabilité, la loi Macron, la mise en place du RIFSEEP et la poursuite des suppressions de postes de fonctionnaires.

Ce sont des choix politiques que la CGT rejette. Donner les moyens pour réaliser nos missions, c'est faire rentrer cet argent ! Si un fonctionnaire a un coût pour l'Etat il ne faut pas oublier qu'un chômeur en a aussi un, humain, social et économique.

La mise en place des STDR déconcentrés est bien la preuve, s'il en fallait une, qu'un fonctionnaire des finances rapporte au budget de l'Etat. Et pourtant, là aussi, le dispositif arrêté par la Centrale et que vous proposez aujourd'hui de mettre en œuvre dans le département est lourd de sens : alors qu'une centaine de postes (B et C) seront non pourvus au 1^{er} septembre prochain et viendront s'ajouter aux suppressions de postes programmées, il s'agit de détacher des collègues actuellement en place dans d'autres services de contrôle.

Chaque réforme, chaque restructuration / fusion de service, se fait sous le dogme libéral de la politique austéritaire du gouvernement. A chaque fois cela est le prétexte à de nouvelles suppressions de postes qui affaiblissent le service public : après la réduction des horaires d'ouverture de nos services au public par faute de moyens, ce sont les suppressions et restructurations / fusions de services qui ont été annoncées dans le département.

La CGT Finances Publiques du Rhône a rencontré les agents du département et ils nous ont tous dit à juste titre être attachés à un service public de proximité et de qualité. Ils déplorent avant tout le manque de moyens, humains et de fonctionnement, dont ils souffrent pour réaliser leurs missions.

Pour la CGT il faut en finir avec cette politique austéritaire. Nous vous demandons donc dès à présent d'abandonner le projet annoncé le 8 avril dernier de restructuration des services, de vous engager sur le maintien des tous les sites de la DRFiP et d'effectuer une évaluation contradictoire des emplois nécessaires à l'accomplissement de toutes nos missions.